

F. 2002 — 4694

[C — 2002/28219]

**28 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 20 et 59;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 11 juillet 2002;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 juin 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.889/2/V du Conseil d'Etat, donné le 4 septembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>e</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° « Ministre » : le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions;

3° « Administration » : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

Les définitions figurant à l'article 2 du décret sont applicables aux termes du présent arrêté.

**CHAPITRE II. — De la déclaration d'occupation du domaine public**

**Art. 2.** Avant le 31 mars de chaque année, tout gestionnaire de réseau est tenu de déclarer à l'Administration tous les éléments nécessaires à l'établissement de la redevance pour l'occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion.

**Art. 3.** La déclaration est établie, en deux exemplaires, au moyen du formulaire dont le modèle figure en annexe au présent arrêté. Le formulaire est également disponible sur support informatique.

Le formulaire de la déclaration est complété conformément aux indications qui y figurent et est certifié exact, daté et signé.

**Art. 4.** La déclaration est envoyée par lettre recommandée ou remise contre récépissé à l'Administration. Elle peut également être envoyée par courrier électronique recommandé.

**CHAPITRE III. — De l'établissement de la redevance**

**Art. 5.** Pour l'établissement du montant de la redevance selon la formule  $R=M*kWh_{GR}*(0,6K + 0,4L)$ , les définitions visées à l'article 20, alinéa 2, sont complétées comme suit :

1. kWh<sub>GR</sub> : les kWh injectés sur le réseau en question du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année (n-1) par les gestionnaires de réseau et les producteurs connectés au réseau diminués des kWh transférés à d'autres réseaux;

2. K : le nombre de kWh relevés sur le territoire de la commune est déterminé sur la base des clients finals ou des points de consommation de clients finals établis physiquement sur le territoire de la commune.

En cas de relevé de consommation mensuel, il s'agit de la somme des kWh consommés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année (n-1).

En cas de relevé de consommation annuel, il s'agit des kWh figurant sur la facture définitive pour l'année (n-1);

3. L : la longueur des lignes électriques situées sur le territoire de la commune est déterminée sur la base de la longueur des voiries équipées et du tracé géographique des lignes électriques situées en dehors des voiries; les lignes aériennes et souterraines situées, soit du même côté, soit de part et d'autre de l'axe de la voirie, constituent une seule ligne électrique;

4. M est fixé à 2 euros par MWh.

**Art. 6.** L'Administration vérifie la déclaration.

Si la déclaration est incomplète, l'Administration en avise le gestionnaire de réseau, par recommandé, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la déclaration.

Le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de l'Administration pour adresser, par recommandé, les compléments d'information.

**Art. 7.** L'Administration établit, sur la base des éléments déclarés, les montants des redevances dues aux communes.

**Art. 8.** L'Administration notifie au gestionnaire de réseau les montants des redevances dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la déclaration ou, le cas échéant, de la réception des compléments d'information demandés en application de l'article 6. Elle informe chaque commune et, le cas échéant, la personne morale de droit public visée à l'article 13 du montant de la redevance qui lui est due.

**CHAPITRE IV. — Des recours**

**Art. 9.** La commune ou le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de trente jours, à compter de la réception de la notification visée à l'article 8, pour introduire un recours auprès du Ministre. Les montants des redevances ne peuvent être considérés comme définitifs avant l'expiration de ce délai.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé à l'Administration. Il peut également être envoyé par courrier électronique recommandé.

**Art. 10.** L'Administration instruit le recours.

Si des compléments d'information sont nécessaires, l'Administration en avise le gestionnaire de réseau, par recommandé, dans un délai de quinze jours à dater de la réception du recours.

Le gestionnaire de réseau est tenu, lorsqu'il en est requis par l'Administration, de lui communiquer, en vue de vérification, tout document ou renseignement nécessaire à la détermination des données intervenant dans le calcul des kWh<sub>CR</sub>, K et L.

Le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la demande de l'Administration pour adresser, par recommandé, les compléments d'information.

**Art. 11.** L'Administration soumet au Ministre une proposition de décision dans les trente jours de la réception du recours ou, le cas échéant, de la réception des compléments d'information demandés en application de l'article 10. L'Administration entend le gestionnaire de réseau ou la commune qui en fait la demande.

**Art. 12.** Le Ministre notifie sa décision, par lettre recommandée, à la commune et au gestionnaire de réseau dans les quinze jours de la réception de la proposition de décision.

## CHAPITRE V. — *Du paiement des redevances et intérêts de retard*

**Art. 13.** Le gestionnaire de réseau procède au paiement des redevances, pour moitié, avant le 30 juin et, pour moitié, avant le 31 décembre, de l'année n à laquelle les redevances se rapportent.

Le paiement est effectué auprès de chaque commune ou de toute autre personne morale désignée par elle.

**Art. 14.** Tout retard imputable au gestionnaire de réseau de par la transmission tardive de la déclaration, des informations sollicitées par l'Administration et du paiement de la redevance aux communes donne droit à des intérêts de retard au profit des communes concernées au taux légal augmenté de trois points.

**Art. 15.** La redevance constitue une surcharge au coût d'utilisation du réseau, libellée en kWh transmis.

## CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 16.** Pour le calcul du montant de la redevance afférente à l'année 2003, la longueur des lignes électriques situées sur le territoire de la commune est déterminée sur la base de la longueur des voiries situées sur le territoire de la commune.

**Art. 17.** Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 18.** L'article 20, alinéas 1<sup>er</sup> à 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Namur le 28 novembre 2002

Le Ministre-Président,  
J.-CL. VAN CALWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DABAS

## Annexe

## **Formulaire de la déclaration d'occupation du domaine public**

1. Identification du gestionnaire de réseau :
  2. Année (n-1) : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 200.... :
  3. kWh<sub>CP</sub> :

## 4. K (1) et. L (2) :

Identification des communes (liste)	Nombre des kWh relevés	Longueur en mètres des lignes électriques établies sur tout ou partie du territoire de la commune	Montant de la redevance

Certifié exacte.

Date :

Signature :

## Notes

(1) Pour le calcul de K, il faut tenir compte des clients finals ou des points de consommation de clients finals établis physiquement sur le territoire de la commune concernée.

En cas de relevé de consommation mensuel, il s'agit de la somme des kWh consommés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année n-1.

En cas de relevé de consommation annuel, il s'agit des kWh figurant sur la facture définitive du client final pour l'année n-1.

(2) Pour la détermination de L, il faut tenir compte de la longueur des voiries équipées, à laquelle il faut ajouter le tracé des lignes électriques situées en-dehors de la voirie. Les lignes aériennes et souterraines situées, soit du même côté soit de part et d'autre de l'axe de la voirie, constituent une seule ligne électrique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2002 relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique.

Namur, le 28 novembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

## ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 4694

[C — 2002/28219]

**28. NOVEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Elektrizitätsnetz**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 20 und 59;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vom 11. Juli 2002;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 2002 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 4. September 2002 abgegebenen Gutachtens 33.889/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

3° "Verwaltung": die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

Die in Artikel 2 angegebenen Definitionen finden Anwendung auf die Begriffe des vorliegenden Erlasses.

**KAPITEL II — Erklärung zur Benutzung des öffentlichen Eigentums**

**Art. 2** - Vor dem 31. März eines jeden Jahres ist jeder Netzbetreiber verpflichtet, der Verwaltung eine Erklärung bezüglich aller Angaben vorzulegen, die zur Festsetzung der Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das von ihm bewirtschaftete Netz erforderlich sind.

**Art. 3** - Die Erklärung wird mittels des Formulars, dessen Muster in der Anlage des vorliegenden Erlasses vorzufinden ist, in zwei Exemplaren aufgestellt. Das Formular ist ebenfalls auf Datenträger verfügbar.

Das Erklärungsformular wird gemäß den Anweisungen ausgefüllt, die es beinhaltet, und für richtig bescheinigt, datiert und unterzeichnet.

**Art. 4** - Die Erklärung wird der Verwaltung per Einschreiben zugesandt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt. Sie kann ebenfalls per elektronische Post gegen Empfangsbestätigung zugestellt werden.

### KAPITEL III — *Festsetzung der Gebühr*

**Art. 5** - Zur Festsetzung der Höhe der Gebühr gemäß der Formel  $R = M * kWh_{GR} * (0,6K + 0,4L)$  werden die in Artikel 20, Absatz 2 erwähnten Definitionen folgendermaßen ergänzt:

1.  $kWh_{GR}$ : die von den Netzbetreibern und den angeschlossenen Erzeugern zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember des Jahres (n-1) in das betroffene Netz eingespeisten kWh, abzüglich der in andere Netze übertragenen kWh;

2. K: die Anzahl der auf dem Gebiet der Gemeinde gemessenen kWh wird auf der Grundlage der physisch auf dem Gebiet der Gemeinde ansässigen Endverbraucher oder der Verbrauchsstellen der Endverbraucher bestimmt.

Bei einer monatlichen Verbrauchserfassung handelt es sich um die Summe der vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres (n-1) verbrauchten kWh.

Bei einer jährlichen Verbrauchserfassung handelt es sich um die in der Endrechnung für das Jahr (n-1) angegebenen kWh;

3. L: die Länge der sich auf dem Gebiet der Gemeinde befindenden elektrischen Leitungen wird auf der Grundlage der Länge der ausgerüsteten Straßennetze und der geographischen Trasse der außerhalb der Straßennetze gelegenen elektrischen Leitungen bestimmt; die ober- und unterirdischen Leitungen, die entweder auf der gleichen Straßenachse oder beidseitig der Straßenachse liegen, bilden eine einzige elektrische Leitung;

4. M wird auf 2 Euro je MWh festgelegt.

**Art. 6** - Die Erklärung wird von der Verwaltung überprüft.

Wenn die Erklärung unvollständig ist, setzt die Verwaltung den Netzbetreiber innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Erklärung per Einschreiben davon in Kenntnis.

Der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Anforderung der Verwaltung, um die zusätzlichen Auskünfte per Einschreiben einzusenden.

**Art. 7** - Die Verwaltung setzt die Höhe der an die Gemeinden zu zahlenden Gebühren fest.

**Art. 8** - Die Verwaltung stellt dem Netzbetreiber innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Erklärung oder gegebenenfalls ab dem Erhalt der in Anwendung des Artikels 6 geforderten zusätzlichen Auskünfte die Höhe der Gebühren zu. Sie setzt jede Gemeinde und gegebenenfalls die in Artikel 13 erwähnte juristische Person öffentlichen Rechts von der Höhe der ihr zu zahlenden Gebühr in Kenntnis.

### KAPITEL IV — *Einsprüche*

**Art. 9** - Die Gemeinde oder der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von dreizig Tagen ab dem Erhalt der in Artikel 8 erwähnten Zustellung, um bei dem Minister Einspruch einzulegen. Vor Ablauf dieser Frist können die Beträge der Gebühren nicht als endgültig betrachtet werden.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch per Einschreiben eingesandt oder gegen Empfangsbescheinigung bei der Verwaltung ausgehändigt. Er kann ebenfalls per elektronische Post gegen Empfangsbestätigung zugestellt werden.

**Art. 10** - Der Einspruch wird von der Verwaltung untersucht.

Wenn zusätzliche Auskünfte erforderlich sind, setzt die Verwaltung den Netzbetreiber innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs per Einschreiben davon in Kenntnis.

Auf Anforderung der Verwaltung ist der Netzbetreiber verpflichtet, dieser jegliche, zur Bestimmung der zur Berechnung der  $kWh_{GR}$ , K und L beitragenden Angaben erforderliche Unterlage oder Auskunft im Hinblick auf deren Überprüfung zu übermitteln.

Der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von dreizig Tagen ab dem Erhalt der Anforderung der Verwaltung, um die zusätzlichen Auskünfte per Einschreiben einzusenden.

**Art. 11** - Innerhalb von dreizig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs oder gegebenenfalls ab dem Erhalt der in Anwendung des Artikels 10 geforderten zusätzlichen Auskünfte unterbreitet die Verwaltung dem Minister einen Beschlussvorschlag. Der Netzbetreiber oder die Gemeinde werden auf deren Anfrage von der Verwaltung angehört.

**Art. 12** - Der Minister stellt der Gemeinde oder dem Netzbetreiber innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Beschlussvorschlags seinen Beschluss per Einschreiben zu.

### KAPITEL V — *Zahlung der Gebühren und Verzugszinsen*

**Art. 13** - Der Netzbetreiber zahlt die Gebühren jeweils zur Hälfte vor dem 30. Juni und dem 31. Dezember des Jahres n, auf das sich die Gebühren beziehen.

Die Zahlung erfolgt bei jeder Gemeinde oder bei jeglicher anderen, von ihr bezeichneten juristischen Person.

**Art. 14** - Jeglicher Verzug, der dem Netzbetreiber wegen der verspäteten Übermittlung der Erklärung, der von der Verwaltung angeforderten Auskünfte und der Zahlung der Gebühr an die Gemeinden zuzuschreiben ist, gibt Anspruch auf Verzugszinsen zu einem um drei Punkte erhöhten gesetzlichen Zinssatz zugunsten der betroffenen Gemeinden.

**Art. 15** - Die Gebühr stellt einen Zuschlag zu den Benutzungskosten des Netzes dar und wird in übertragene kWh ausgeschrieben.

### KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 16** - Zur Berechnung der Höhe der Gebühr für das Jahr 2003 wird die Länge der sich auf dem Gebiet der Gemeinde befindenden elektrischen Leitungen auf der Grundlage der Länge der sich auf dem Gebiet der Gemeinde befindenden Straßennetze bestimmt.

**Art. 17** - Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 18** - Der Artikel 20, Absätze 1 bis 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und der vorliegende Erlass treten am 1. Januar 2003 in Kraft.

Namur, den 28. November 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

## Anlage

## **Erklärungsformular zur Benutzung des öffentlichen Eigentums**

1. Identifizierung des Netzbetreibers:
  2. Jahr (n-1) : 01 Januar bis 31 Dezember 200....:
  3.  $kWh_{GR}$ :

4. K (1) und L (2):

Identifizierung der Gemeinden (Liste)	Anzahl der gemessenen kWh	Länge in Metern der auf dem gesamten oder teilweisen Gebiet der Gemeinde eingerichteten elektrischen Leistungen	Höhe der Gebühr

Für richtig bescheinigt.

Datum:

Unterschrift:

## Notes

(1) Zur Berechnung von K, sind die Endverbraucher oder die physisch auf dem Gebiet der betreffenden Gemeinde ansässigen Endverbraucher oder der Verbrauchsstellen der Endverbraucher zu berücksichtigen.

Bei einer monatlichen Verbrauchserfassung, handelt es sich um die Summe der vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres n-1 verbrauchten kWh.

Bei einer jährlichen Verbrauchserfassung, handelt es sich um die in der Endrechnung für das Jahr (n-1) angegebenen kWh:

(2) Zur Bestimmung von L ist die Länge der ausgerüsteten Straßennetze zuzüglich der Trasse der außerhalb der Straßennetze gelegenen elektrischen Leitungen zu berücksichtigen. Die ober- und unterirdischen Leitungen, die entweder auf der gleichen Straßenachse oder beidseitig der Straßenachse liegen, bilden eine einzige elektrische Leitung.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2002 über die Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Elektrizitätsnetz als Anlage beigefügt zu werden.  
Namur, den 28. November 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

#### VERTALING

N. 2002 — 4694

[C — 2002/28219]

#### 28 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de retributie voor de bezetting van het openbaar domein door het elektriciteitsnet

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 20 en 59;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 11 juli 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 26 juni 2002 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies 33.889/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 4 september 2002 krachtens artikel 84, eerste lid, 1<sup>e</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "Minister" : de Minister bevoegd voor Energie;

3° "bestuur" : de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De definities in artikel 2 van het decreet zijn van toepassing op de termen van dit besluit.

#### HOOFDSTUK II. — *Aangifte met betrekking tot de bezetting van het openbaar domein*

**Art. 2.** Vóór 31 maart van ieder jaar dient elke netbeheerder het bestuur alle gegevens mede te delen die nodig zijn voor de vaststelling van de retributie wegens bezetting van het openbaar domein door het net waarvan hij het beheer op zich neemt.

**Art. 3.** De aangifte wordt in twee exemplaren opgesteld door middel van het formulier waarvan het model bij dit besluit gevoegd is. Het formulier is ook op een elektronische informatiedrager beschikbaar.

Het formulier van de aangifte wordt ingevuld overeenkomstig de erop vermelde aanwijzingen en wordt voor echt verklaard met datum en handtekening.

**Art. 4.** De aangifte wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het bestuur of tegen ontvangstbewijs afgegeven. Het kan ook aan de hand van een elektronisch bericht met ontvangstmelding worden verstuurd.

#### HOOFDSTUK III. — *Vaststelling van de retributie*

**Art. 5.** Voor de vaststelling van de retributie volgens de formule  $R=M \cdot kWh_{GR} \cdot (0,6K + 0,4L)$ , worden de in artikel 20, tweede lid, bedoelde definities aangevuld als volgt :

1.  $kWh_{GR}$  : de kWh die van 1 januari tot 31 december van het jaar n-1 op het bedoelde net door de netbeheerders en de op het net aangesloten producenten worden gebracht, verminderd met de naar andere netten overgedragen kWh;

2. K : het aantal kWh opgenomen op het grondgebied van de gemeente wordt bepaald op grond van de eindafnemers of de verbruikspunten van eindafnemers die op het grondgebied van de gemeente fysiek gevestigd zijn.

Indien het verbruik maandelijks wordt gemeten, worden de van 1 januari tot 31 december van het jaar (n-1) verbruikte kWh opgeteld.

Indien het verbruik jaarlijks wordt gemeten, komen de voor het jaar (n-1) op de definitieve factuur voor-komende kWh in aanmerking.

3. L : de lengte van de elektrische lijnen geplaatst op het grondgebied van de gemeente wordt bepaald op grond van de lengte van de uitgeruste wegen en op het geografisch tracé van de lijnen die buiten de wegen geplaatst zijn; de bovengrondse en ondergrondse lijnen die ofwel aan dezelfde kant, ofwel aan beide zijden van de wegen liggen, vormen één enkele elektrische leiding;

4. M is vastgesteld op 2 euro per MWh.

**Art. 6.** Het bestuur controleert de aangifte.

Indien de aangifte onvolledig is, brengt het bestuur de netbeheerder bij aangetekend schrijven hiervan op de hoogte binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aangifte. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag van het bestuur moet de netbeheerder de aanvullende informatie bij aangetekend schrijven versturen.

**Art. 7.** Op grond van de aangegeven elementen bepaalt het bestuur de bedragen van de aan de gemeenten verschuldigde retributies.

**Art. 8.** Het bestuur stelt de netbeheerder in kennis van de bedragen van de retributies binnen vijftien dagen na ontvangst van de aangifte of, in voorkomend geval, na ontvangst van de krachtens artikel 6 aangevraagde aanvullende informatie. Het bestuur stelt iedere gemeente en, in voorkomend geval, de in artikel 13 bedoelde publiekrechtelijke rechtspersoon in kennis van het bedrag van de hen verschuldigde retributie.

#### HOOFDSTUK IV. — *Beroepen*

**Art. 9.** De gemeente of de netbeheerder kan binnen dertig dagen na ontvangst van de in artikel 8 bedoelde kennisgeving een beroep bij de Minister instellen. Vóór het verstrijken van deze termijn mogen de bedragen van de retributies niet worden geacht definitief te zijn.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bij aangetekend schrijven ingediend bij het bestuur of tegen ontvangstbewijs afgegeven. Het kan ook aan de hand van een elektronisch bericht met ontvangstmelding worden verstuurd.

**Art. 10.** Het bestuur onderzoekt het beroep.

Indien een aanvullende informatie noodzakelijk is, brengt het bestuur de netbeheerder bij aangetekend schrijven hiervan op de hoogte binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het beroep.

Op verzoek van het bestuur en met het oog op een verificatie dient de netbeheerder ieder document of iedere inlichting te verstrekken die nodig zijn voor het bepalen van de gegevens die in de berekening van de kWh<sub>GR</sub>, K en L in aanmerking komen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag van het bestuur moet de netbeheerder de aanvullende informatie bij aangetekend schrijven versturen.

**Art. 11.** Het bestuur legt de Minister een voorstel van beslissing voor binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep of in voorkomend geval, na ontvangst van de aanvullende informatie aangevraagd krachtens artikel 10. Het bestuur hoort de netbeheerder of de gemeente die erom verzoekt.

**Art. 12.** Binnen vijftien dagen na ontvangst van het voorstel van beslissing stelt de Minister de gemeente en de netbeheerder in kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven.

#### HOOFDSTUK V. — *Betaling van de retributies en van de nalatigheidsinterest*

**Art. 13.** De netbeheerder betaalt de helft van de retributies vóór 30 juni en de overige helft vóór 31 december van het jaar n waarop de retributies betrekking hebben.

De uitbetaling wordt bij iedere gemeente of iedere door haar aangewezen rechtspersoon verricht.

**Art. 14.** Iedere aan de netbeheerder te wijten vertraging wegens de laattijdige verstrekking van de aangifte, het laattijdig verlenen van de door het bestuur gevraagde informatie en de laattijdige betaling van de retributie aan de gemeenten geeft aanleiding tot de betaling van nalatigheidsinterest ten gunste van de betrokken gemeenten tegen de wettelijke rentevoet, vermeerderd met drie punten.

**Art. 15.** De retributie vormt een overlast voor de kosten voor het gebruik van het net, die in overgedragen kWh wordt uitgedrukt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 16.** Voor de berekening van het bedrag van de retributie voor 2003 wordt de lengte van de op het grondgebied van de gemeente geplaatste elektrische lijnen bepaald op grond van de lengte van de op het grondgebied van de gemeente aangelegde wegen.

**Art. 17.** De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 18.** Artikel 20, eerste lid tot en met derde lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, en onderhavig besluit treden in werking op 1 januari 2003.

Namen, 28 november 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

## Bijlage

## **Formulier voor de aangifte met betrekking tot de bezetting van het openbaar domein**

1. Identificatie van de netbeheerder :
  2. Jaar (n-1) : 01 januari tot 31 december 200... :

J. KWII<sub>GR</sub> ·

Identificatie :			
— van de op het net aangesloten producenten		KWh die op het net gebracht zijn	KWh die van het net overgedragen zijn
— van de netbeheerders ("GRT", "GRTL" en aangrenzende "GRD")			

4. K (1) et L (2) :

Identificatie van de gemeenten (lijst)	Aantal van de gemeten kWh	Lengte in meter van de elektrische leidingen die op het gehele grondgebied van de gemeente of een deel hiervan geplaatst zijn	Bedrag van de retributie

Voor echt verklaard.

Datum :

## Handtekening :

Nota's

(1) Voor de berekening van K, moet rekening worden gehouden met de eindafnemers of de verbruikspunten van de eindafnemers die op het grondgebied van de betrokken gemeente fysiek gevestigd zijn.

Indien het verbruik maandelijks wordt gemeten, worden de van 1 januari tot 31 december van het jaar (n-1) verbruikte kWh opgeteld.

Indien het verbruik jaarlijks wordt gemeten, komen de voor het jaar (n-1) op de definitieve factuur van de eindafnemer voorkomende kWh in aanmerking.

(2) Om L te bepalen moet rekening worden gehouden met de lengte van de uitgeruste wegen samen met het tracé van de lijnen die buiten de wegen geplaatst zijn. De bovengrondse en ondergrondse lijnen die ofwel aan dezelfde kant, ofwel aan beide zijden van de weg, vormen een enige elektrische leiding.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2002 betreffende de retributie voor de bezetting van het openbaar domein door het elektriciteitsnet.

Namur, 28 novembre 2002.

De Minister-President,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS